

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1068

26 avril 2014

SOMMAIRE

Emerisque Luxembourg S.à r.l.	51232	Jopaco Holdings S.A.	51221
Eurotour 2000 S.A.	51223	Magrina S.à r.l.	51248
Eurotour 2000 S.A.	51223	Millenium Bikers Peiteng	51222
Excelsior LU S.à r.l.	51260	Mine Holding S.A.	51222
FATHI Enterprise S.à r.l.	51224	MSM Lux Design S.à r.l.	51219
Fernback Financing	51242	Must Properties and Investments S.A. ...	51218
Field Point IV S.à r.l.	51223	Must Properties and Investments S.A. ...	51218
FlexBox Self Storage Holdings S.à r.l.	51224	Navel	51239
Flight Company	51224	Navel S.P.F.	51239
Fortress Capital Finance Luxembourg S.à r.l.	51224	Nevest S.A.	51218
FPM Funds	51223	Noblesse Management S.à r.l.	51218
FREIF Wind Holdings S.à r.l.	51223	Obiwan Sàrl	51219
Frontier S.A.	51225	Omnium S.A.	51218
Gianimmo s.à r.l.	51222	Pamplona PE Holdco 6 S.A.	51228
Grenache & Cie S.N.C.	51221	People Invest S.A.	51221
HC Investissements V S.à r.l.	51220	Portus S.A.	51219
HC Romeo S.à r.l.	51220	QD Europe (Chancery) S.à r.l.	51220
Heritage Capital S.A.	51221	Re-Art Investment Holdings S.à r.l.	51224
IWI Holding S.A.	51220	Sparinvest S.A.	51225

Must Properties and Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 122.007.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033036/9.

(140037020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Must Properties and Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 122.007.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033037/9.

(140037038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Nevest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 128.039.

—
Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 20 décembre 2013

L'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Démission de Monsieur Simon Barnes en qualité d'administrateur avec effet au 2 janvier 2014.
- Nomination de Madame Jennifer Ferrand, employé privé, née le 23 février 1981 à Thionville (France), résidant professionnellement au 24, Avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg en tant qu'administrateur avec effet au 2 janvier 2014 et jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui approuvera les comptes annuels au 31 décembre 2015.

Le conseil d'administration se compose dorénavant comme il suit:

- Mme Jennifer Ferrand, Administrateur
- M. Mirko Dietz, Administrateur
- Mme Marie Arnaud-Battandier, Administrateur

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033041/18.

(140036835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Noblesse Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 166.617.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033050/9.

(140037014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Omnium S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie, Coin des Artisans.

R.C.S. Luxembourg B 117.871.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033059/9.

(140036849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Obiwan Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1221 Luxembourg, 233-241, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 110.592.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014033057/10.

(140037137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

MSM Lux Design S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7481 Tuntange, 9, rue Ueleschter.
R.C.S. Luxembourg B 180.187.

Procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés tenue à 9 Rue Ueleschter, L-7481 TUNTANGE le 19 octobre 2013

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue sous seing privé en date 12 septembre 2013 que:

1. Que la présente assemblée a pour objet d'entériner la cession de parts sociales de Monsieur REBEGEA Mihai Nicolae à:

- Monsieur REBAGEA Florin, une part sociale, pour un montant de 1 x 125,00€, soit 125,00€;
- Monsieur IANCU Ion, une part sociale, pour un montant de 1 x 125,00€, soit 125,00€;
- Monsieur REBEGEA Ion Dorel, une part sociale, pour un montant de 1 x 125,00€, soit 125,00€

La répartition des parts sociales étant à partir de ce jour est de 97 parts sociales au nom de Monsieur REBEGEA Mihai Nicolae, 1 part sociale au nom de Monsieur REBEGEA Florin, 1 part sociale au nom de Monsieur IANCU Ion et 1 part sociale au nom de Monsieur REBEGEA Ion Dorel.

Luxembourg, le 19 octobre 2013.

REBEGEA Nicolae

Gérant

Référence de publication: 2014033032/22.

(140037277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Portus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5401 Ahn, 7, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 90.855.

Auszug aus dem Protokoll der Ordentlichen Generalversammlung Abgehalten am Firmensitz Ausserordentlich am 20. Februar 2014 um 11.00 Uhr

Die Versammlung verlängert einstimmig bis zur Generalversammlung, die im Jahre 2020 stattfinden wird, folgende Mandate:

- Pierre Clement SOMERS, Verwaltungsratsmitglied und Delegierter des Verwaltungsrates, geboren am 27.09.1965 in Antwerpen (BE), wohnhaft in L-6760 Grevenmacher, 23, rue de Münschecker
- Evelien MACLEANEN, Verwaltungsratsmitglied, geboren am 19.01.1973 in Eindhoven (NL), beruflich wohnhaft in L-5401 Ahn, 7, route du Vin
- Marchje W. KOSTER, Verwaltungsratsmitglied, geboren am 17.03.1955 in Reeuwijk (NL), beruflich wohnhaft in L-5401 Ahn, 7, route du Vin

Das Mandat des Aufsichtskommissars FIRELUX S.A., eingeschrieben im Handelsregister unter der Nummer B 84589, mit Sitz in L-9053 Ettelbruck, 45, Avenue J.F. Kennedy wird ebenfalls verlängert bis zur Generalversammlung, die im Jahre 2020 stattfinden wird.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2014033088/22.

(140036847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

IWI Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 76.238.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2014.

Pour copie conforme
Pour la société
Maître Carlo WERSANDT
Notaire

Référence de publication: 2014032941/14.

(140036944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

HC Romeo S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon.
R.C.S. Luxembourg B 140.287.

EXTRAIT

La Société prend acte du changement d'adresse de la société HC Luxembourg IV S.à r.l., associé de la Société, au 15, rue du Fort Bourbon L-1249 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Luxembourg, le 27 février 2014.

Référence de publication: 2014032889/14.

(140036548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

HC Investissements V S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: GBP 546.200,00.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon.
R.C.S. Luxembourg B 140.263.

EXTRAIT

La Société prend acte du changement d'adresse de la société HC Luxembourg IV S.à r.l., associé de la Société, au 15, rue du Fort Bourbon L-1249 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Luxembourg, le 27 février 2014.

Référence de publication: 2014032888/14.

(140036549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

QD Europe (Chancery) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 178.276.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 février 2014.

Maître Léonie GRETHEN
Notaire

Référence de publication: 2014033103/12.

(140036558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Heritage Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 142.284.

—
Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration du 28 janvier 2014:

Le Conseil d'Administration prend note de la démission aux fonctions d'administrateur de Monsieur Giorgio Scelsi et décide de nommer en remplacement M. Sergio Dell'Acqua, né le 21 octobre 1956 à Lugano (Suisse) et demeurant en Suisse, CH-6932 Breganzona, Via Sass Curona, 5

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2014.

Cette nomination fera l'objet d'une ratification lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 20 février 2014.

Pour HERITAGE CAPITAL S.A.

Signature

Référence de publication: 2014032891/16.

(140036950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Grenache & Cie S.N.C., Société en nom collectif.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 133.763.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GRENACHE & Cie S.N.C.

Société en nom collectif

44 avenue J.F. Kennedy

L-1855 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014032859/14.

(140036678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Jopaco Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 26.637.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014032947/10.

(140036706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

People Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 152.028.

—
Extrait de l'Assemblée Générale du 23 Novembre 2012

L'Assemblée Générale Ordinaire relative à l'approbation des comptes annuels clos au 31 mars 2012, tenue en date du 23 novembre 2012, décide de renouveler le mandat de l'Administrateur unique (Monsieur Alain Peigneux, né le 27 février 1968 à Huy et demeurant professionnellement au 283, Route d'Arlon, L-8011 Strassen) jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra durant l'année 2017.

Pour extrait

Pour la Société

Référence de publication: 2014033068/14.

(140037070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Millenium Bikers Peiteng, Association sans but lucratif.

Siège social: L-4732 Pétange, 52, rue de l'Église.
R.C.S. Luxembourg F 7.863.

Celle-ci remplace la 1^{ère} version. Numéro du dépôt initial au RCS L130022832.

Modification des Statuts

Suite à l'Assemblée Générale en date du 02 février 2013 l'article 2 des statuts a été modifié.

Art. 2. Sa durée est illimitée, son siège est établi à 52, rue de l'Église, L-4732 PETANGE. Le siège social peut être transféré par décision du conseil d'administration dans tout autre endroit de la ville de Pétange.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014031243/13.

(140034882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2014.

Mine Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 76.332.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire de la société en date du 6 février 2014 que:

- le siège social de la société a été transféré du 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg au 7, route d'Esch, L-1470 Luxembourg avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014.

- les démissions de Messieurs Arnaud Schreiber et Benoît Lejeune de leurs mandats d'administrateur ont été acceptées avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014.

- la démission de Madame Bénédicte Reis de son mandat d'administrateur a été acceptée avec effet rétroactif au 7 octobre 2013.

- ont été nommées administrateurs de la société avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014, la société AYAM HOLDING SA SPF avec siège social au 7, Route d'Esch, L-1470 Luxembourg, inscrite auprès du RCS Luxembourg sous le numéro B 174.073 représentée par Madame Isabelle Hamer, demeurant professionnellement à Bohey 36, L-9647 Doncols et la société MALIBARO SA SPF avec siège social au 36, Bohey, L-9647 Doncols, inscrite auprès du RCS Luxembourg sous le numéro B 134.992 représentée par Madame Marie Rose Hartman demeurant professionnellement au 36, Bohey, L-9647 Doncols.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2020.

Le conseil d'administration se compose désormais des membres suivants:

- Monsieur Moyse Dargaa

- la société AYAM HOLDING SA SPF représentée par Madame Isabelle Hamer

- la société MALIBARO SA SPF représentée par Madame Marie Rose Hartman

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 février 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour MINE HOLDING S.A.

BNP Paribas Real Estate Investment Management Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2014031245/31.

(140034953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2014.

Gianimmo s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4553 Niederborn, 54A, rue Franz Erpelding.
R.C.S. Luxembourg B 166.247.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014032863/10.

(140037270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Eurotour 2000 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 57.195.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014032823/9.

(140036553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Field Point IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 119.324.

Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Nuno Aniceto.

Référence de publication: 2014032827/11.

(140037191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Eurotour 2000 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 57.195.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014032824/9.

(140036566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

FPM Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 80.070.

Herr Markus Dahlheimer, geschäftsansässig in D-60323 Frankfurt, Freiherr-von-Stein-Str. 11, legt sein Mandat als Mitglied des Verwaltungsrates mit Wirkung zum 25. Februar 2014 nieder.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft setzt sich demnach ab dem 25. Februar 2014 wie folgt zusammen:

Doris Marx (Vorsitzende)

Michael Koschatzki

Thomas Seppi

Luxemburg.

Référence de publication: 2014032849/14.

(140036554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

FREIF Wind Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 164.025.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 30 septembre 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 30 octobre 2013.

Référence de publication: 2014032850/11.

(140036996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Fortress Capital Finance Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 127.890.

—
EXTRAIT

En date du 26.02.2014, Monsieur Jonathan Ashley a démissionné de ses fonctions de gérant classe A de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014032831/11.

(140036675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

FATHI Enterprise S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3871 Schifflange, 13, rue de la Paix.

R.C.S. Luxembourg B 180.313.

—
Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014032832/9.

(140036661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

FlexBox Self Storage Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 133.807.

—
Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2014032828/10.

(140037078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Flight Company, Société Anonyme.

Siège social: L-2526 Luxembourg, 12, rue Schrobilgen.

R.C.S. Luxembourg B 53.058.

—
Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014032847/10.

(140037215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Re-Art Investment Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 123.182.

—
EXTRAIT

En date du 27 février 2014, la société domiciliataire Cofidom-Gestman Sarl, a dénoncé avec effet immédiat le siège social de la société

Nom de la Société: RE-ART INVESTMENT HOLDINGS SARL

Siège social: 23, Rue Aldringen L - 1118 LUXEMBOURG

N° du Registre de Commerce: B 123.182

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014033124/14.

(140036903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

**Sparinvest S.A., Société Anonyme,
(anc. Frontier S.A.).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 81.400.

In the year two thousand fourteen, on the seventeenth of January.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders of Sparinvest S.A., a société anonyme (also referred to as the "Company") having its registered office in L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal, registered in the trade register of Luxembourg under number B 81.400, incorporated pursuant to a deed of the notary Tom Metzler on 30 March 2001, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of 30 October 2001 under number 938. The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a notarial deed on 24 July 2012, published in the Mémorial, Recueil Spécial C, number 2365 of 22. September, 2012.

The meeting was opened with Dirk Schulze, employee, residing in Mensdorf, Luxembourg in the chair, who appointed as secretary Mrs Annick Braquet, employee, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs Arlette Siebenaler, employee, professionally residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. To amend article 2 of the articles of incorporation (also referred to as the "Articles of Incorporation") of the Company in order to make the Articles of Incorporation of the Company compliant with Directive 2011/61/EU on alternative investment fund managers (also referred to as the "AIFMD") and the Luxembourg transposition Law of 12 July 2013 (also referred to as the "Law of 2013");

2. Miscellaneous

II. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders initialed *ne varietur* by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

III. As appears from the said attendance list, out of the 367,500 shares representing the entire share capital, 367,500 shares are present or represented at the present Extraordinary General Meeting.

IV. The extraordinary general meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the items on the agenda.

After deliberation the meeting took unanimously the following resolution:

Resolution

The general meeting decides to amend Article 2 of the Articles of incorporation of the Company in order to make the Articles of incorporation of the Company compliant with the provisions of the Directive 2011/61/EU on Alternative Investment Fund Managers ("AIFMD") and the Luxembourg Law of 12 July 2013 which will have the following wording:

Art. 2. The purpose of the Company is the management of Luxembourg and/or foreign Undertakings for Collective Investment in Transferable Securities («UCITS») authorised according to Directive 2009/65/EC as implemented in Part I of the Law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment ("Law of 2010") as may be amended from time to time and any other applicable law as well as the management of other Luxembourg and/or foreign Undertaking for Collective Investments («UCI») such as specialised investment funds within the meaning of and subjected to the Luxembourg Law of 13 February 2007 on specialised investment funds ("Law of 2007") as amended and the management of Luxembourg and/or foreign alternative investment funds ("AIFs") within the meaning of and in accordance with Directive 2011/61/EU on Alternative Investment Fund Managers ("AIFMD") as implemented into Luxembourg law by the Law of 12 July 2013.

The activity of management of Luxembourg and/or foreign UCITS and UCIs namely includes the following functions:

- Investment management. In this connection, the management company may, for the account of the UCITS and UCI it manages, (i) provide investment advice and make investment decisions, (ii) enter into agreements, (iii) buy, sell, exchange and deliver any sort of transferable securities and/or other acceptable types of assets, (iv) exercise all voting rights pertaining to securities held by UCITS and UCI under management;

Risk Management. The activity of the management includes the risk management of the vehicles as laid down in Annex I of the AIFMD.

- Administration of UCITS and UCI. This function includes all activities listed under «Administration» in Annex II of the Law of 2010 and Annex I point 2.a) of the Law of 2013, i.e. namely (i) the valuation of the UCITS and UCI portfolios and the pricing of the units/shares of the UCITS and UCI, (ii) the issue and redemption of the units/shares of the UCITS and UCI, (iii) the maintenance of unit/share holder register, and (iv) the record keeping of transactions; and/or

- Marketing of the units/shares of the UCITS and UCI in Luxembourg and abroad.

The Company may also manage portfolios of investments, on a discretionary client-by-client basis, including those owned by pension funds, in accordance with mandates given by investors where such portfolios include one or more of the instruments listed in Section B of Annex II of the Law of 5th April 1993 on the financial sector, as amended.

The Company may also provide as services investment advice concerning one or more of the instruments listed in Section B of Annex II of the Law of 5th April 1993 on the financial sector, as amended.

The Company may take participations in companies, in particular in companies having the same than its own object, in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes within the limits set out by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the «Company Law») and by chapter 15 of the Law of 2010.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,200.-.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Fassung:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am siebzehnten Januar.

vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit Amtswohnsitz in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg.

Wurde eine

Außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre der Sparinvest S.A., (die "Gesellschaft") abgehalten, einer Aktiengesellschaft ("société anonyme") mit Sitz in L-2449 Luxemburg, 28, Boulevard Royal, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 81400, gegründet durch notarielle Urkunde aufgenommen durch Notar Tom Metzler, am 30. März 2001, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nr 938 vom 30. Oktober 2001. Die Satzung der Gesellschaft wurde letztmals abgeändert durch notarielle Urkunde vom 24. Juli 2012, veröffentlicht im Mémorial Nr. 2365 vom 22. September 2012.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Dirk Schulze, Privatangestellter, wohnhaft in Mensdorf, Luxemburg, eröffnet.

Die Vorsitzende beruft zur Sekretärin Frau Annick Braquet, Privatangestellte, beruflich wohnhaft in Luxemburg.

Die Versammlung wählt einstimmig zur Stimmzählerin Frau Arlette Siebenaler, Privatangestellte, wohnhaft in Luxemburg.

Nach der Bildung des Präsidiums der Versammlung erklärte der Vorsitzende und ersuchte den Notar Folgendes zu beurkunden:

I. Die Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung lautet wie folgt:

1. Abänderung von Artikel 2 der Satzung der Gesellschaft („die Satzung“) um diese an die Bestimmungen der Richtlinie 2011/61/EU über die Verwalter alternativer Investmentfonds (AIFMD) sowie das Luxemburger Umsetzungsgesetz vom 12 Juli 2013 (das „Gesetz von 2013“) anzupassen.

2. Verschiedenes.

II. Die Namen der in der Versammlung persönlich anwesenden oder rechtsgültig vertretenen Aktionäre, die der Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre sowie die Zahl der Aktien, die von den Aktionären gehalten werden gehen aus der Anwesenheitsliste hervor, welche von den anwesenden Aktionären, den Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre und den Mitgliedern des Präsidiums der Außerordentlichen Generalversammlung unterzeichnet wurde. Die vorgenannte Anwesenheitsliste sowie die rechtsgültig paraphierten Vollmachten der vertretenen Aktionäre bleiben diesem Protokoll beigelegt und werden gemeinsam mit diesem Protokoll registriert.

III. Gemäß der Anwesenheitsliste der Gesellschaft sind von den 367.500 Aktien, welche das gesamte Gesellschaftskapital darstellen, 367.500 Aktien vertreten.

IV. Folglich ist die Versammlung ordnungsgemäß zusammengesetzt und kann wirksam über alle Tagesordnungspunkte befinden.

Nach Beratung fasst die Außerordentliche Generalversammlung einstimmig folgenden Beschluss:

Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst Artikel 2 der Satzung der Gesellschaft abzuändern, um diese an die Bestimmungen der Richtlinie 2011/61/EU über die Verwalter alternativer Investmentfonds (AIFMD) sowie das Luxemburger Umsetzungsgesetz vom 12 Juli 2013 (das „Gesetz von 2013“) anzupassen der nunmehr wie folgt lautet:

Art. 2. Der Zweck der Gesellschaft ist die Verwaltung von luxemburgischen und/oder ausländischen Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere («OGAW») gemäß der Richtlinie 2009/65/EC, umgesetzt in Teil 1 des Gesetzes von 2010 und die zusätzliche Verwaltung anderer luxemburgischer und/oder ausländischer Organismen für gemeinsame Anlagen («OGA») die nicht unter Teil 1 des Gesetzes von 2010 und die Richtlinie 2009/65/EC fallen wie Spezialfonds im Sinne des Luxemburger Gesetzes vom 13 Februar 2007 über die Spezialfonds (das „Gesetz von 2007“) und die Verwaltung luxemburgischer und ausländischer alternativer Investmentfonds („AIFs) im Sinne von und im Einklang mit der Richtlinie 2011/61/EU über die Verwalter alternativer Investmentfonds (AIFMD) und des Luxemburger Umsetzungsgesetzes vom 12 Juli 2013 (das „Gesetz von 2013“).

Die Tätigkeit der Verwaltung von luxemburgischen und ausländischen OGAW und OGA umfasst insbesondere die folgenden Funktionen:

- Die Anlageverwaltung. In diesem Zusammenhang kann die Gesellschaft (1) für Rechnung der von ihr verwalteten OGAW und OGA Benachrichtigungen oder Anweisungen betreffend zu tätiger Anlagen erteilen, (2) Verträge abschließen, (3) alle Arten von Wertpapieren und andere Vermögensarten kaufen, verkaufen, tauschen und übereignen, (4) für Rechnung der von ihr verwalteten OGAW und OGA alle im Zusammenhang mit Wertpapieren, die das Vermögen der OGAW und OGA bilden, stehenden Stimmrechte ausüben.;

- Risikomanagement. Die Tätigkeit der Verwaltung umfasst das Risikomanagement der Vehikel im Sinne von Anhang I der AIFMD.

- Administrative Tätigkeiten in Bezug auf OGAW und OGA. Hierbei handelt es sich um die Gesamtheit der unter «Administrative Tätigkeiten» in Anhang II des Gesetzes von 2010 und Anhang I Punkt 2 a) des Gesetzes von 2013 aufgeführten Tätigkeiten, d.h. insbesondere (i) die Bewertung der Portfolios und Preisfestsetzung für die Aktien und/oder Anteile der OGAW und OGA, (ii) die Ausgabe und Rücknahme von Aktien und/oder Anteilen der OGAW und OGA, (iii) die Registerführung für die OGAW und OGA, (iv) die Führung und Aufbewahrung von Aufzeichnungen von Transaktionen. und/oder

- Vertrieb der Aktien und/oder Anteile von OGAW und OGA in Luxemburg und/oder im Ausland.

Die Gesellschaft kann im übrigen einzelne Portfolios - einschließlich der Portfolios von Pensionsfonds - mit Ermessensspielraum im Rahmen eines Mandats der Anleger auf individueller Basis verwalten, sofern die betreffenden Portfolios eines oder mehrere der in Abschnitt B des Anhangs II des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen) genannten Instrumente enthalten.

Die Gesellschaft kann im übrigen folgende Dienstleistungen erbringen:

- Anlageberatung in Bezug auf eines oder mehrere der in Abschnitt B des Anhangs II des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen) genannten Instrumente.

Die Gesellschaft kann sich an anderen in- und ausländischen Gesellschaften beteiligen, insbesondere an solchen Gesellschaften, die den gleichen Zweck verfolgen.

Sie kann grundsätzlich sämtliche Kontroll- und Aufsichtsmaßnahmen durch- sowie jede Handlung ausführen, die sie für die Verfolgung und Entwicklung des Gesellschaftszwecks innerhalb der Beschränkungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der neuesten Fassung (das „Handelsgesetz“) und des Kapitels 15 des Gesetzes von 2010 für notwendig erachtet.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen werden, sind auf EUR 1.200.- abgeschätzt.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und spricht stellt hiermit fest, dass die vorliegende Urkunde auf Anfrage der Erschienenen in Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Anfrage derselben Erschienenen und im Falle von Abweichungen zwischen der deutschen und der englischen Fassung ist die englische Fassung maßgeblich.

Worüber Urkunde aufgenommen wird in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung des Vorstehenden an die Erschienenen, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Mitglieder des Präsidiums der Außerordentlichen Generalversammlung mit uns, dem Notar, die vorliegende Original-Urkunde unterzeichnet. Kein Aktionär wünschte diese Original-Urkunde zu unterzeichnen.

Gezeichnet: D. SCHULZE, A. BRAQUET, A. SIEBENALER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 janvier 2014. Relation: LAC/2014/3146. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 19. Februar 2014.

Référence de publication: 2014026339/172.

(140031600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Pamplona PE Holdco 6 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 131.827.

In the year two thousand and fourteen, on the sixteenth day of January.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Laura Hominal, lawyer, professionally residing at 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg,

acting as the representative of the board of directors (the Board) of Pamplona PE Holdco 6 S.A., a public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 131 827 (the Company),

pursuant to the resolutions of the Board passed on 31 December 2013 (the Resolutions).

A copy of the minutes of the Resolutions, signed *ne varietur* by the appearing person and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing person, representing the Board of the Company pursuant to the Resolutions, requested the notary to record the following statements:

1. The Company was incorporated on 21 August 2007 pursuant to a deed of Maître Patrick Serres, notary residing in Remich, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2394 on 23 October 2007. The articles of incorporation of the Company (the Articles) have been amended several times and for the last time by a deed of notary Maître Henri Hellinckx, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 16 December 2013, and not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

2. Article 5 of the articles of association of the Company reads as follows:

" Art. 5. Capital - Shares.

(1) The subscribed capital is set at EUR 31,018.36 (thirty-one thousand eighteen Euro and sixty-six Eurocents), represented by 20,380,000 (twenty million three hundred eighty thousand) shares, each with a par value of EUR 0.001522 (zero point zero zero one five two two Euro).

(2) The authorised capital of the Company is set at EUR 4,114,976.154444 (four million one hundred fourteen thousand nine hundred and seventy-six Euro and point one fixe four four four four Cents) represented by a maximum of 2,703,663,702 (two billion seven hundred three million six hundred sixty-three thousand seven hundred two) shares, each with a par value of EUR 0.001522 (zero point zero zero one five two two Euros).

(3) The board of directors is authorised, during a period starting on 16 December 2013, and expiring on the fifth anniversary of such date (the Period), to increase the current share capital up to the amount of the authorised capital, in whole or in part from time to time, (i) by way of issuance of shares in consideration for a payment in cash, (ii) by way of issuance of shares in consideration for a payment in kind and (iii) by way of capitalisation of distributable profits and reserves, including share premium and capital surplus, with or without an issuance of new shares.

The board of directors is authorised to determine the terms and conditions attaching to any subscription and issuance of shares pursuant to the authority granted under this article 5, including by setting the time and place of the issue or the successive issues of shares, the issue price, with or without a share premium, and the terms and conditions of payment for the shares.

The board of directors is authorised to (i) during the Period, (a) issue convertible bonds, or any other convertible debt instruments, bonds carrying subscription rights or any other instruments entitling their holders to subscribe for or be allocated with shares, such as, without limitation, warrants (the Instruments), and (b) issue shares subject to and effective as of the exercise of the rights attached to the Instruments, until, with respect to both items (a) and (b), the amount of increased share capital that would be reached as a result of the exercise of the rights attached to the Instruments is equal to the authorised share capital, and (ii) issue shares pursuant to the exercise of the rights attached to the Instruments until the amount of increased share capital resulting from such issuance of shares is equal to the authorised share capital, at any time, whether or not during the Period, provided that the Instruments are issued during the Period. The shares to be issued following the exercise of the rights attached to the Instruments may be carried out by a payment

in cash, a payment in kind or a capitalisation of distributable profits and reserves, including share premium and capital surplus.

The board of directors is authorised to determine the terms and conditions of the Instruments, including the price, the interest rate, the exercise rate, conversion rate or the exchange rate, and the repayment conditions, and to issue such Instruments.

(4) The board of directors is authorised under the Period to cancel or limit the preemptive rights of the shareholders set out in the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended, in connection with an issue of new shares and Instruments, within the limit set forth under Luxembourg law.

(5) Article 5 of these articles of association shall be amended so as to reflect each increase in share capital pursuant to the use of the authorisation granted to the board of directors under this article 5 and the board of directors shall take or authorise any person to take any necessary steps for the purpose of the recording of such increase and the consequential amendments to the articles of association before a notary."

3. In the Resolutions and in accordance with article 5 of the Articles, the Board inter alia:

(a) notes the terms of article 5 of the Articles; and

(b) resolves:

(i) with immediate effect, to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 461.21166 in order to bring the share capital of the Company from its current amount of EUR 31,018.36 represented by 20,380,000 shares, each with a par value of EUR 0.001522, to an amount of EUR 31,479.57166 by way of the issuance of 303,030 new shares, each with a par value of EUR 0.001522 (the New Shares);

(ii) that the New Shares have an aggregate subscription price of (a) EUR 329.44 in respect of the 216,450 New Shares subscribed by Mats Jungar and (b) EUR 131.71 in respect of the 86,580 New Shares subscribed by Matti Tirkkonen;

(iii) that the New Shares will rank equally in all respects with the Company's shares already in issue and shall have full dividend rights;

(iv) that the preemptive rights of the shareholders set out in article 32-3 (1) of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended, shall be cancelled in respect of the subscription and subsequent issuance of the New Shares to Mats Jungar and Matti Tirkkonen;

(v) to accept (a) the subscription to 216,450 New Shares by Mats Jungar in consideration of a cash payment in the aggregate amount of EUR 329.44 and (b) the subscription to 86,580 New Shares by Matti Tirkkonen in consideration of a cash payment in the aggregate amount of EUR 131.78, in accordance with the subscription letters executed by Mats Jungar and Matti Tirkkonen (the Subscribers);

(vi) to acknowledge that proper evidence of payment of the Company's bank account of the aggregate subscription price of EUR 461.22 (the Subscription Amount) for the New Shares has been given to the Board pursuant to a certificate issued by ING on 30 December 2013.

(vii) to acknowledge that the aggregate subscription price of EUR 461.22 for the New Shares is to be allocated for EUR 461.21166 to the share capital and for EUR 0.00834 to the share premium;

(viii) that the New Shares shall be issued with immediate effect;

(ix) that the New Shares shall be issued in registered form;

(x) that the share capital increase shall be recorded by way of a notarial deed at which occasion, inter alia, proper evidence of the payment of the Subscription Amount be given to the Luxembourg public notary which shows that the Subscription Amount is available to the Company so as to allow the Luxembourg public notary to record that the New Shares issued to the Subscribers are fully paid-up by payment in cash to the Company; and

(xi) give full power of substitution, to, inter alia, any lawyer or employee of Allen & Overy Luxembourg, in order to appear before a notary public in Luxembourg to register the share capital increase decided under the present resolutions and record the subscription and payment by way of contribution in cash, to amend the articles of association of the Company and the share register accordingly and to do any and all things which may be necessary or useful in connection therewith.

4. The New Shares have been subscribed and fully paid by the Subscribers for the number of New Shares and the Subscription Amount set out herein under statement number 3.

5. The amount of EUR 461.22 (four hundred sixty-one Euros and twenty-two Euro Cents), representing the Subscription Amount, is therefore at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the notary who confirm this.

6. The issuance of the New Shares to the Subscribers and the share capital increase of the Company, as described above, is effective and, consequently, the first paragraph of article 5 of the Articles is amended so as to read as follows:

" Art. 5. Capital - Shares.

(1) The subscribed capital is set at EUR 31,479.57166 (thirty-one thousand four hundred seventy-nine Euros and five seven one six six Eurocents), represented by 20,683,030 (twenty million six hundred eighty-three thousand thirty) shares, each with a par value of EUR 0.001522 (zero point zero zero one five two two Euros)."

7. The expenses, costs, remuneration and charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,500.-

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the deed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing person the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English text and the French text, the English text will prevail.

After reading the present deed to the appearing person, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said appearing person signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le seizième jour du mois de janvier.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Laura Hominal, avocat, résidant professionnellement au 33, avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, agissant en qualité de représentant du conseil d'administration (le Conseil d'Administration) de Pamplona PE Holdco 6 S.A., une société anonyme ayant son siège social au 68-70, boulevard de la Pétrusse, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 131 827 (la Société), en vertu des résolutions du Conseil d'Administration passées le 31 décembre 2013 (les Résolutions).

Un exemplaire des minutes des Résolutions paraphé ne varietur par la partie comparante et par le notaire instrumentaire restera annexé au présent acte pour être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentant le Conseil d'Administration en vertu des Résolutions, requiert le notaire instrumentaire de prendre acte de ce qui suit:

1. Que la Société a été constituée le 21 août 2007 en vertu d'un acte de Maître Patrick Serres, résidant à Remich, au Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations - N° 2394 du 23 octobre 2007. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois en vertu d'un acte du notaire Maître Henri Hellinckx, résidant à Luxembourg, au Grand-Duché de Luxembourg, daté du 16 décembre 2013, et non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

2. Que l'article 5 des statuts de la Société est libellé comme suit:

" Art. 5. Capital social - Actions.

(1) Le capital social souscrit de la Société est fixé à EUR 31.018,36 (trente-et-un mille dix-huit euros et trente-six centimes) représenté par 20.380.000 (vingt millions trois cent quatre-vingt mille) actions de la Société ayant chacune une valeur nominale de EUR 0,001522 (zéro virgule zéro zéro mille cinq cent vingt-deux euros).

(2) Le capital autorisé de la Société est fixé à EUR 4.114.976,154444 (quatre millions cent quatorze mille neuf cent soixante-seize euros et cent cinquante-quatre mille quatre cent quarante-quatre centimes), représenté par un maximum de 2.703.663.702 (deux milliards sept cent trois millions six cent soixante-trois mille sept cent deux) actions ayant une valeur nominale de 0,001522 (zéro virgule zéro zéro mille cinq cent vingt-deux euros).

(3) Le Conseil d'Administration est autorisé, pendant une période commençant le 16 décembre 2013 et expirant au cinquième anniversaire de cette date (la Période), à augmenter le capital social actuel jusqu'au montant de capital autorisé, en intégralité ou partiellement, occasionnellement, (i) au moyen d'une émission d'actions en échange d'un paiement en numéraire, (ii) au moyen d'une émission d'actions en échange d'un paiement en nature, et (iii) au moyen d'une capitalisation des réserves et bénéfices distribuables, y inclus la prise d'émission et le capital surplus, avec ou sans émission de nouvelles actions.

Le Conseil d'Administration est autorisé à déterminer les conditions générales applicables à la souscription et à l'émission d'actions en vertu de l'autorisation accordée dans le présent article 5, y inclus à déterminer la date et le lieu des émissions successives d'actions, le prix d'émission, l'existence ou non d'une prime d'émission, ainsi que les conditions applicables au paiement des actions.

Le Conseil d'Administration est autorisé (i) pendant la Période, (a) à émettre des obligations convertibles, ou tous autres instruments de dettes convertibles, obligations portant des droits de souscription ou tous autres instruments permettant à leurs détenteurs de souscrire à ou de se voir attribuer des actions, tels que, sans limitation, des warrants (les Instruments), et (b) à émettre des actions sous réserve de et à partir de l'exercice des droits attachés aux Instruments, jusqu'à ce que, pour (a) comme pour (b), le montant de capital social augmenté qui serait atteint consécutivement à l'exercice des droits attachés aux Instruments soit égal au montant du capital autorisé, et (ii) à émettre des actions en vertu de l'exercice des droits attachés aux Instruments jusqu'à ce que le montant de capital social augmenté résultant de ladite émission d'actions soit égal au capital autorisé, à tout moment, durant la Période ou hors Période, mais sous réserve d'émission des Instruments durant la Période. Les actions devant être émises suite à l'exercice des droits attachés aux Instruments peuvent être payées par un apport en numéraire, un apport en nature, ou une capitalisation des bénéfices et réserves distribuables, y inclus la prime d'émission et le capital surplus.

Le Conseil d'Administration est autorisé à déterminer les conditions applicables aux Instruments, y inclus le prix, le taux d'intérêts, le taux d'exercice, le taux de conversion ou le taux de change, ainsi que les conditions de paiement, et à émettre lesdits Instruments.

(4) Le Conseil d'Administration est autorisé, pendant la Période, à annuler ou limiter les droits de souscription préférentiels des actionnaires tels que stipulés dans la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, portant sur une émission de nouvelles actions et d'Instruments, dans les limites déterminées par la loi luxembourgeoise.

(5) L'article 5 des présents statuts sera modifié de façon à refléter chaque augmentation de capital social effectuée en vertu de l'autorisation accordée au Conseil d'Administration dans le présent article 5, et le Conseil d'Administration prendra, ou autorisera toute personne à prendre les mesures nécessaires afin de faire constater par un notaire une augmentation de capital social effectuée de cette manière, et la modification des statuts en résultant.»

3. Conformément aux Résolutions et à l'article 5 des Statuts, le Conseil d'Administration, entre autres:

(a) prend acte des dispositions de l'article 5 des Statuts; et

(b) décide:

(i) avec effet immédiat, d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de EUR 461,21166 à l'effet de porter le capital social de la Société de son montant actuel de EUR 31.018,36, représenté par 20.380.000 actions, ayant chacune une valeur nominale de EUR 0,001522, à un montant de EUR 31.479,57166 par le biais de l'émission de 303.030 nouvelles actions, ayant chacune une valeur nominale de EUR 0,001522 (les Nouvelles Actions);

(ii) que les Nouvelles Actions représentent un prix total de souscription de (a) EUR 329,44 en ce qui concerne les 216.450 Nouvelles Actions souscrites par Mats Jungar et (b) EUR 131,78 en ce qui concerne les 86.580 Nouvelles Actions souscrites par Matti Tirkkonen;

(iii) que les Nouvelles Actions auront, sous tous aspects, le même rang que les actions de la Société déjà émises et attacheront des droits à tous dividendes;

(iv) que les droits de préemption des actionnaires prévus à l'article 32-3 (1) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, seront annulés en ce qui concerne la souscription et l'émission subséquente des Nouvelles Actions à Mats Jungar et Matti Tirkkonen;

(v) d'accepter (a) la souscription de 216.450 Nouvelles Actions par Mats Jungar en contrepartie d'un paiement en numéraire d'un montant total de EUR 329,44, et (b) la souscription de 86.580 Nouvelles Actions par Matti Tirkkonen en contrepartie d'un paiement en numéraire d'un montant total de EUR 131,78, conformément aux lettres de souscription signées par Mats Jungar et Matti Tirkkonen (les Souscripteurs);

(vi) de reconnaître que la preuve du paiement sur le compte bancaire de la Société du prix total de souscription d'un montant total de EUR 461,22 (le Montant de Souscription) pour les Nouvelles Actions a été rapportée au Conseil d'Administration par le biais d'un certificat émis par ING en date du 30 décembre 2013;

(vii) de reconnaître que le prix total de souscription de EUR 461,22 pour les Nouvelles Actions sera alloué pour EUR 461,21166 au capital social et pour EUR 0,00834 à la prime d'émission.

(viii) que les Nouvelles Actions seront émises avec effet immédiat;

(ix) que les Nouvelles Actions seront émises sous la forme nominative;

(x) que l'augmentation de capital social sera constatée au moyen d'un acte notarié à l'occasion duquel, entre autres, une preuve du paiement du Montant de Souscription sera présentée au notaire luxembourgeois, attestant que le Montant de Souscription est disponible pour la Société, de façon à permettre au notaire luxembourgeois de constater que les Nouvelles Actions émises en faveur des Souscripteurs ont été entièrement payées au moyen d'un paiement en numéraires à la Société; et

(xi) d'accorder à tout avocat ou employé de Allen & Overy Luxembourg les pouvoirs, avec pouvoir de substitution, afin de se présenter devant un notaire à Luxembourg et de constater l'augmentation de capital social décidée dans les présentes résolutions, de constater la souscription et le paiement en numéraire, et de modifier les statuts de la Société ainsi que le registre d'actionnaires afin de refléter ces changements, et de procéder à tous actes nécessaires ou utiles y afférant.

4. Les Nouvelles Actions ont été souscrites et payées intégralement par les Souscripteurs pour le nombre de Nouvelles Actions et le Montant de Souscription indiqués dans les présentes au sein de la délibération numéro 3.

5. Le montant de EUR 461,22 (quatre cent soixante-et-un euros et vingt-deux centimes), représentant le Montant de Souscription, est par conséquent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été attesté au notaire instrumentaire, qui le confirme.

6. L'émission des Nouvelles Actions en faveur des Souscripteurs et l'augmentation de capital social de la Société, telle que décrite ci-dessus, est effective et, par conséquent, le premier paragraphe de l'article 5 des statuts est modifié de façon à adopter la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital social - Actions.**

(1) Le capital social souscrit de la Société est fixé à EUR 31.479,57166 (trente-et-un mille quatre cent soixante-dix-neuf euros et cinquante-sept mille cent soixante-six centimes) représenté par 20.683.030 (vingt millions six cent quatre-

vingt-trois mille trente) actions de la Société ayant chacune une valeur nominale de EUR 0,001522 (zéro virgule zéro zéro mille cinq cent vingt-deux euros).»

7. Les frais, émoluments et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en vertu du présent acte sont estimés à environ EUR 1.500.-

Le notaire instrumentaire, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de ces mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date mentionnée en-tête des présentes.

Après avoir été lu à la partie comparante, connue du notaire par ses nom, prénom, statut et lieu de résidence, l'original du présent acte.

Signé: L. HOMINAL et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 janvier 2014. Relation: LAC/2014/2759. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 19 février 2014.

Référence de publication: 2014026225/237.

(140031618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Emerisque Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R.C.S. Luxembourg B 184.575.

— STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the seventh day of February.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Emerisque Cavaliere Limited, a limited liability company incorporated and existing under Jersey laws, with registered office at 8th Floor, Union House, Union Street, St Helier, JE2 3RF, Jersey and registered with the Companies Registry of the Jersey Financial Services Commission under number 112792,

hereby represented by Annick Braquet, residing professionally in 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, by virtue of proxy established under private seal on February 3, 2014.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Art. 1. There is exists a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") under the name of Emerisque Luxembourg S.à r.l. which shall be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter, the "Company"), and in particular the law of 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter, the "Law"), as well as by the present articles of association (hereafter, the "Articles").

Art. 2. The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, management, control and development of such participating interests, in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and intellectual property rights of whatever origin and participate in the creation, development and control of any enterprises. It may also acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatsoever, any type of securities and intellectual property rights, have them developed and realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise.

The Company may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (such as, but not limited to, shareholders or affiliated entities).

In general, the Company may likewise carry out any financial, commercial, industrial, movable or real estate transactions, take any measures to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purpose or which promote its development.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt, whether convertible or not, and/or equity securities. It may give guarantees and grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or some of its assets.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 4. The registered office is established in the City of Luxembourg.

It may be transferred to any other address in the same municipality or to another municipality by a decision of the Sole Manager (as defined below) or the Board of Managers (as defined below) respectively by a resolution taken by the general meeting of the shareholders, as required by the then applicable provisions of Law.

The Company may have offices and branches, both in Grand-Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 5. The Company's subscribed share capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500-) shares ("parts sociales") (hereafter, the "Shares"), with a nominal value of one euro (EUR 1) each, all fully subscribed and entirely paid-up.

The Company may repurchase its own shares within the limits set by the Law and the Articles.

Art. 6. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the general shareholders' meeting, in accordance with article 14.

Art. 7. Towards the Company, the Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company. In case of Plurality of owners per share, the Company may suspend the rights attached to this share until a single owner has been designated to the Company.

Art. 8. In case of a sole shareholder, the Shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the Shares held by each shareholder may only be transferred in accordance with article 189 of the Law.

Art. 9. The Company shall not be dissolved by reason of death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of any of the shareholders.

Art. 10. The Company is managed by a board of managers (hereinafter, the "Board of Managers") composed of at least three (3) managers divided into two (2) categories, respectively denominated "Category A Managers" and "Category B Managers". The manager(s) need not to be shareholder(s). The managers may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding more than half of the share capital.

The Company may be managed by a sole manager (the "Sole Manager") who assumes all their right, duties and liabilities of the Board of Managers.

Art. 11. In dealing with third parties as well as in justice, the Board of Managers shall have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's purpose, provided that the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Sole Manager, or in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

Toward third parties, the Company shall be bound by the joint signature of one Category A Manager and one Category B Manager.

Art. 12. The Board of Managers shall have the rights to give special proxies for determined matters to one or more proxy holders, selected from its members or not, either shareholders or not.

The Board of Managers may delegate the day-to-day management of the Company to one or several manager(s) or agent(s) and shall determine the manager's or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of this agency.

The Board of Managers may elect among its members a chairman. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting.

The Board of Managers may elect a secretary who need not be a manager or a shareholder of the Company.

The meetings of the Board of Managers are convened by the chairman, the secretary or by any two (2) managers. The Board of Managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

Written notice, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of any meeting of the Board of Managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the Board of Managers.

No such convening notice is required if all the members of the Board of Managers are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The

notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the Board of Managers.

A manager of any category may be represented at the Board of Managers by another manager of any category, and a manager of any category may represent several managers of any category.

The Board of Managers may only validly debate and take decisions if a majority of its members are present or represented by proxies and with at least the presence or representation of one Category A Manager and one Category B Manager, and any decision taken by the Board of Managers shall require the simple majority including at least the favorable vote of one Category A Manager and one Category B Manager.

The Board of Managers shall meet as often as the Company's interest so requires upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another and effectively communicate with each other. Any participation to a conference call initiated and chaired by a manager located in Luxembourg shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting held in such form is deemed to be held in Luxembourg. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

Resolutions in writing approved and signed by all managers by circular means shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the Board of Managers. Such approval may be documented in a single or in several separate documents having the same content and may be evidenced by letter, telefax or telex. A meeting of the Board of Managers held by way of circular resolution will be deemed to be held in Luxembourg.

The Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by the carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles.

Art. 13. The manager(s) assume(s), by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares he owns. Each shareholder shall dispose of a number of votes equal to the number of Shares held by him. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them.

However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality of the Company, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three-quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's accounting year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

Art. 16. At the end of each accounting year, the Company's accounts are established and the Sole Manager or the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortization, and charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit shall be allocated to the legal reserve.

This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital but shall be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, the ten percent (10%) threshold is no longer met.

The balance of the net profit may be distributed to the sole shareholder or to the shareholder in proportion to their shareholding in the Company.

Art. 18. At the time of winding up the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

At the time of winding up the Company, any distributions to the shareholders shall be made in accordance with the last paragraph of Article 17.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31st of December 2014.

Subscription - Payment

The articles of association having thus been established, all the shares have been subscribed and fully paid up in nominal value by contributions in cash as follows:

Subscriber	Number shares	% of share capital	Paid-up Capital
Emerisque Cavaliere Limited	12,500-	100%	€ 12,500-
TOTAL	12,500-	100%	€ 12,500-

The amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) has been fully paid up in cash and is now available to the Company.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

Resolutions of the shareholder's meeting

The sole shareholder has taken the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers for an undetermined period:

Category A Manager:

- Mrs. Mandira Khaitan, company director, born on 13 December 1966, in New Dehli (India), with personal address at 10 Abingdon Road, Cumnor, Oxford, OX2 9QN, United Kingdom.

Category B Managers:

- Mr. Marek Domagala, company director, born on 17 April 1972, in Ostrow Wielkopolski (Poland), with professional address at 2, rue des Dahlias, L-1411 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;

- Mr. Christophe Cahuzac, company director, born on 26 October 1972, in Saint-Mard (Belgium), with professional address at 2, rue des Dahlias, L-1411 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;

2. The registered office of the Company shall be established at 2, rue des Dahlias, L-1411 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, the said proxyholder signed together with US, notary, the present deed.

Suit la déclaration française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le sept février.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Emerisque Cavaliere Limited, une société à responsabilité limitée constituée et existante en vertu des lois de Jersey, ayant son siège social au 8th Floor, Union House, Union Street, St Helier, JE2 3RF, Jersey et immatriculée auprès du Registre des Sociétés de la Commission des Services. Financiers de Jersey sous le numéro 112792,

Ici représenté par Annick Braquet, résidant professionnellement au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 3 février 2014.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée dénommée Emerisque Luxembourg S.à r.l. régie par les lois qui y sont relatives (ci-après la "Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la "Loi"), ainsi que par ses statuts (ci-après les "Statuts").

Art. 2. La Société peut réaliser toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

La Société peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute origine, et participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise. Elle peut également acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les faire mettre en valeur et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La Société peut accorder tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (notamment par exemple, ses associés ou entités liées).

En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertible ou non, et/ou de créances. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré à toute autre adresse à l'intérieur de la même commune ou dans une autre commune, respectivement par décision du Gérant Unique (tel que défini ci-après) ou du Conseil de Gérance (tel que défini ci-après), ou par une résolution de l'assemblée générale des associés, suivant les dispositions applicables de la Loi.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. Le capital social de la Société s'élève à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,00) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune.

La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi et les Statuts.

Art. 6. Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, conformément à l'Article 14 des Statuts.

Art. 7. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société. En cas de pluralité de propriétaires d'une part sociale, la Société peut suspendre les droits attachés à ces actions jusqu'à ce qu'un seul propriétaire soit désigné.

Art. 8. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que conformément à l'article 189 de la Loi.

Art. 9. La Société n'est pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 10. La Société est gérée par un conseil de gérance (ci-après, le Conseil de Gérance), composé d'au moins trois (3) gérants divisés en deux (2) catégories, nommés respectivement "Gérants de Catégorie A" et "Gérants de Catégorie B". Le(s) gérant(s) ne doit (vent) pas obligatoirement être associé(s). Le(s) gérant(s) peut(vent) être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés détenant plus de la moitié du capital social.

La Société peut être administrée par un gérant unique (le Gérant Unique) qui assume alors tous les droits, devoirs et obligations du Conseil de Gérance.

Art. 11. Dans les rapports avec les tiers, le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société, sous réserve qu'aient été respectés les termes du présent article.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

Le Conseil de Gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, gérants ou non, associés ou non.

Art. 12. Le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminer les responsabilités et rémunérations, le cas échéant, des gérants ou mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat.

Le Conseil de Gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant est élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le Conseil de Gérance peut élire un secrétaire, gérants ou non, associé ou non.

Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par le président, le secrétaire ou par deux (2) gérants. Le Conseil de Gérance peut valablement délibérer sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Il est donné à tous les gérants un avis écrit, soit en original, par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique, de toute réunion du Conseil de Gérance au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence est mentionnée dans l'avis de convocation de la réunion du Conseil de Gérance.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du Conseil de Gérance sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la tenue de la réunion et de son ordre du jour. " peut également être renoncé à la convocation par chaque membre du Conseil de Gérance, par écrit donné soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

Un gérant de n'importe quelle catégorie peut en représenter un autre au Conseil de Gérance, et un gérant de n'importe quelle catégorie peut représenter plusieurs gérants de n'importe quelle catégorie.

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations et avec au moins la présence d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B; et toute décision du Conseil de Gérance ne peut être prise qu'à la majorité simple, avec au moins le vote affirmatif d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

Le Conseil de Gérance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants participant à la réunion de se comprendre mutuellement. Une telle participation équivaut à une présence physique à la réunion. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signés par tous les membres du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le Conseil de Gérance duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

Art. 13. Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) à raison de sa/leur fonction(s), aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il "détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts ou autres résolutions spécifiques définies par la loi ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le Gérant Unique, ou le Conseil de Gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaire et bilan au siège social de la Société.

Art. 17. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net sont affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais doivent être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net peut être distribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation dans la Société.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation est assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'(es) associé(s) qui détermine(nt) leurs pouvoirs et rémunération.

Au moment de la dissolution de la Société, toute distribution aux associés se fait en application du dernier alinéa de l'Article 17.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique des Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2014.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, toutes les parts sociales ont été souscrites et intégralement libérées en valeur nominale par apport en numéraire comme suit:

Souscripteur	Parts sociales	Libération
Emerisque Cavaliere Limited	12.500	EUR 12.500,00
Total	12.500	EUR 12.500,00

Le montant de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,00) a été intégralement libéré en numéraire et se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ EUR 1.200.-

Décisions de l'associé unique

L'associé unique a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

Gérant de catégorie A:

- Mme Mandira Khaitan, administratrice de société, née le 13 décembre 1966 à New Dehli, Inde, ayant son adresse personnelle au 10 Abingdon Road, Cumnor, Oxford, OX2 9QN, Royaume-Uni.

Gérants de catégorie B:

- M. Christophe Cahuzac, administrateur, né le 26 octobre 1972 à Saint-Mard, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 2, rue des Dahlias, L-1411 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- M. Marek Domagala, administrateur, né le 17 avril 1972 à Ostrow Wielkopolski, Pologne, ayant son adresse professionnelle au 2, rue des Dahlias, L-1411 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. L'adresse du siège social est fixée au 2, rue des Dahlias, L-1411 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé le présent acte avec Nous, notaire.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 février 2014. Relation: LAC/2014/6818. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 19 février 2014.

Référence de publication: 2014025970/355.

(140031272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

**Navel S.P.F., Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial,
(anc. Navel).**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 131.770.

In the year two thousand fourteen, on the twenty-second day of January;
Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

APPEARED:

Mr. Andreas Marten RISBERG, company director, born in Limhamn (Sweden), on September 5, 1976, residing in W5 2SU Ealing, 46-50, Uxbridge Road, Cavalier House, building 705 (United Kingdom),

here represented by Mrs. Vanessa TIMMERMANS, employee, residing professionally in L2370 Howald, 4, rue Peter-nelchen, (the "Proxy-holder"), by virtue of a proxy given under private seal; such proxy, after having been signed "ne varietur" by the Proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing person, represented as said before, has declared and requested the officiating notary to state:

- That the private limited liability company "NAVEL", established and having its registered office in L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under the number 131770, (the "Company"), has been incorporated by deed of Me Joseph GLODEN, notary then residing in Grevenmacher, on September 14, 2007, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2340 of October 18, 2007,

and that the articles of association (the "Articles") haven't been amended since;

- That the appearing person is the sole actual partner (the "Sole Partner") of the Company and that he has taken, through his Proxy-holder, the following resolutions, with retroactive effect on January 1, 2014:

First resolution

The Sole Partner acknowledges that the postal code of the address of the registered office registered with the Trade and Companies Registry (L-2370) is wrong and decides to correct it as mentioned here before (L-1449).

Second resolution

The Sole Partner decides to transform the Company into a family wealth management company ("société de gestion de patrimoine familial" - "SPF") and to amend subsequently article 1 of the Articles as follows:

" **Art. 1.** There exists a limited liability company ("société à responsabilité limitée"), qualified as family wealth management company ("société de gestion de patrimoine familial") in the sense of the dispositions of the law of May 11th, 2007 concerning the creation of a family wealth management company ("SPF"), governed by the present articles of association as well as by the respective laws and more particularly by the modified law of August 10, 1915 on commercial companies."

Third resolution

The Sole Partner decides to modify the corporate purpose and to adopt in consequence for article 2 of the Articles the following wording:

" **Art. 2.** The purpose of the Company is exclusively the acquisition, holding, management and disposal of financial assets as defined in article 2 of the law on SPF concerning the creation of a family wealth management company, to the exclusion of any commercial activity.

Financial assets within the meaning of the law on SPF are understood to mean:

- (i) financial instruments within the meaning of the law of 5 August 2005 on financial collateral arrangements, and
- (ii) cash and holdings of any nature whatsoever held on an account.

The Company is not authorised to hold a participating interest in other companies unless it does not involve itself in the management of such companies.

Within the limits of its activity, the Company can grant mortgage, contract loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies, within the limits of the concerning legal dispositions."

Fourth resolution

The Sole Partner decides to change the Company's denomination into "NAVEL SPF" and to adopt in consequence for article 4 of the Articles the following wording:

" **Art. 4.** The name of the company is "NAVEL SPF"."

Fifth resolution

The Sole Partner decides to suppress the second paragraph of article 6 of the Articles.

Sixth resolution

The Sole Partner decides to amend article 9 of the Articles as follows:

" **Art. 9.** Shares may only be held by qualified investors as defined in article 3 of the law on SPF.

Each Share entitles to a fraction of the corporate assets and benefits of the Company in direct proportion of the number of shares in existence.

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Subject to the transferee meeting the conditions of article 3 of the law on SPF defining qualified investors, transfer or assignment of shares held by the single associate is free, if the Company is composed of a single associate. Subject to the transferee meeting the conditions of article 3 of the law on SPF defining qualified investors, shares are freely transferable among associates, if the Company is composed of several associates.

Shares may only be transferred inter vivos to non associates on condition of approval by associates representing three quarters of the share capital, in accordance with article 189 of the amended law of August 10, 1915 on commercial companies and subject to the transferee meeting the conditions of article 3 of the law on SPF defining qualified investors.

In the case of the death of an associate, the share transfer to non-associates is subject to the consent of at least seventy five percent of the votes of the surviving associates, in accordance with article 189 of the amended law of August 10, 1915 on commercial companies and subject to the transferee meeting the conditions of article 3 of the law on SPF defining qualified investors.

In any event the remaining associates have a preemption right which has to be exercised within thirty days from the refusal of transfer to a non-associate.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the amended law of August 10, 1915 on commercial companies.

A partners' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the amended law of August 10, 1915 on commercial companies and may be examined by each partner who so requests."

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand two hundred Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the Proxy-holder, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said Proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-deuxième jour du mois de janvier;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Andreas Marten RISBERG, administrateur de société, né à Limhamn (Suède), le 5 septembre 1976, demeurant à W5 2SU Ealing, 46-50, Uxbridge Road, Cavalier House, bâtiment 705 (Royaume-Uni),

ici représenté par Madame Vanessa TIMMERMANS, employée, demeurant professionnellement à L2370 Howald, 4, rue Peternelchen, (la "Mandataire"), en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

- Que la société à responsabilité limitée "NAVEL", établie et ayant son siège social à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 131770, (la "Société"),

a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph GLODEN, notaire alors de résidence à Grevenmacher, le 14 septembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2340 du 18 octobre 2007,

et que les statuts (les "Statuts") n'ont plus été modifiés depuis lors;

- Que le comparant est le seul associé actuel ("Associé Unique") de la Société et qu'il a pris, par son Mandataire, les résolutions suivantes, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014:

Première résolution

L'Associé Unique constate que le code postal de l'adresse du siège social inscrit auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (L-2370) est erroné et décide de le corriger comme indiqué ci-avant (L-1449).

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de transformer la Société en société de gestion de patrimoine familial et de modifier subséquentement l'article 1 des Statuts comme suit:

" **Art. 1^{er}** . Il existe une société à responsabilité limitée, qualifiée comme société de gestion de patrimoine familial au sens des dispositions de la loi du 11 mai 2007 concernant la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF"), régie par les présents statuts ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales."

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'objet social et d'adopter en conséquence pour l'article 2 des Statuts la teneur suivante:

" **Art. 2.** L'objet de la Société est exclusivement l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que définis à l'article 2 de la Loi sur les SPF relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF"), à l'exclusion de toute activité commerciale.

Par actifs financiers au sens de la Loi sur les SPF, il convient d'entendre:

- (i) les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, et
- (ii) les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

La Société n'est admise à détenir une participation dans une société qu'à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de ces sociétés.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes."

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de changer la dénomination de la Société en "NAVEL SPF" et d'adopter en conséquence pour l'article 4 des Statuts la teneur suivante:

" **Art. 4.** Le nom de la société est "NAVEL SPF"."

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide de supprimer le deuxième alinéa de l'article 6 des Statuts.

Sixième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 9 des Statuts comme suit:

" **Art. 9.** Les parts sociales ne peuvent être détenues que par des investisseurs éligibles tels que définis à l'article 3 de la loi sur les SPF.

Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Sous réserve que le cessionnaire remplisse les conditions de l'article 3 de la loi sur les SPF définissant l'investisseur éligible, les cessions ou transmissions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres, si la Société a un associé unique. Sous réserve que le cessionnaire remplisse les conditions de l'article 3 de la loi sur les SPF définissant l'investisseur éligible, les parts sociales sont librement cessibles entre associés, si la Société a plusieurs associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social, en conformité avec l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et sous réserve que le cessionnaire remplisse les conditions de l'article 3 de la loi sur les SPF définissant l'investisseur éligible.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants, en conformité avec

l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et sous réserve que le cessionnaire remplisse les conditions de l'article 3 de la loi sur les SPF définissant l'investisseur éligible.

En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales où il pourra être consulté par chaque associé."

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de mille deux cents euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle le français et l'anglais, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en français suivi d'une version anglaise; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte français et anglais, la version française prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la Mandataire, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite Mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: TIMMERMANS, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 janvier 2014. LAC/2014/4099. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 18 février 2014.

Référence de publication: 2014026205/184.

(140031197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Fernback Financing, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, Rue Henri M.Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 184.594.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the 11th of February.

Before the undersigned Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

There appeared:

AFERBACKPEN NO.1 LTD. a company incorporated and organized under the laws of Jersey, UK, having its registered office at 23-27 Seaton Place, JE4-0WH St. Helier, Jersey, UK, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 107364,

here represented by Mr. Marco Casagrande, residing professionally at L-2530 Luxembourg, 10A rue Henri M. Schnadt, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the proxyholder of the appearing parties and the notary, will remain attached to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in their here above stated capacities, has required the officiating notary to document the deed of incorporation of a société à responsabilité limitée which he deems to incorporate and the articles of incorporation of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owners of the shares created hereafter and all those who may become members in future, a société à responsabilité limitée (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by these articles of incorporation.

Art. 2. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any company or enterprise in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire,

by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited duration.

Art. 4. The Company will be incorporated under the name of “Fernback Financing”

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its members. Within the same borough, the registered office may be transferred through resolution of the manager or the board of managers. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad through resolution of the manager or the board of managers.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company’s share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12.500) shares having a par value of one euro (EUR 1) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of members representing three quarters of the share capital at least. The existing members shall have a preferential subscription right in proportion to the number of shares held by each of them in case of contribution in cash.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company’s shares are freely transferable among members. Inter vivos, they may only be transferred to new members subject to the approval of such transfer given by the other members in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased member may only be transferred to new members subject to the approval of such transfer given by the other members in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the members will not cause the dissolution of the Company.

C. Management

Art. 11. The Company is managed by one or several managers, who do not need to be members.

The managers are appointed by the general meeting of members which sets the term of their office. They may be dismissed freely at any time and without specific cause.

In case of several managers, the Company will be bound in all circumstances by the sole signature of any manager or by the sole signature of any person(s) to whom such signatory power shall be delegated by the board of managers.

Art. 12. In case of several managers, the board of managers shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the members.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of members and of the board of managers, but in his absence, the members or the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by electronic mail (without electronic signature), except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by electronic mail or facsimile, or any other similar means of

communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by electronic mail (without electronic signature) or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent one or more of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by electronic mail or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

Art. 13. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two managers.

Art. 14. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the company.

Art. 15. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

D. Decisions of the sole member - Collective decisions of the members

Art. 16. Each member may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each member is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 17. Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by members owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of members representing three quarters of the share capital at least.

Art. 18. If the Company has only one member, such sole member exercises the powers granted to the general meeting of members under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 19. The Company's year commences on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

Art. 20. Each year on the last day of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each member may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 21. Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the members.

The board of managers is authorised to distribute interim dividends in case the funds available for distribution are sufficient.

The share premium is freely distributable to the members by the members' meeting or by the board of managers.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 22. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be members, and which are appointed by the general meeting of members which will determine their powers and fees. The liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities.

The surplus, after payment of the liabilities, shall be distributed among the members proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 23. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Subscription and payment

The subscribers have subscribed the shares to be issued as follows:

AFERBACKPEN NO.1 LTD	12.500 shares
Total	12.500 shares

All the shares have been entirely paid-in, so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500,-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional provisions

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall end on the last day of December 2014.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1.200.-.

Resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the members, representing the entirety of the subscribed capital have passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at L-2530 Luxembourg, 10A rue Henri M. Schnadt.

2. The members resolve to elect as Managers of the company for an indefinite period:

- Pascale TROQUET, born in Hermalle-sous-Argenteau (BE) on August 16th 1968, and residing professionally at Rue Henri M. Schnadt 10A, L-2530, Luxembourg.

- Marco CASAGRANDE, born in Padova (IT) on February 14th 1979, and residing professionally at Rue Henri M. Schnadt 10A, L-2530, Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing person, this deed is worded in English followed by a French translation and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing parties, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le onze février.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

AFERBACKPEN NO.1 LTD. une société régie par les lois du Jersey, Royaume Uni, ayant son siège social au 23-27 Seaton Place, JE4-0WH St. Helier, Jersey, Royaume Uni, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 107364,

dûment représentée par Monsieur Marco Casagrande, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10A rue Henri M. Schnadt, en vertu d'une procuration sous seing privée lui délivrée;

La procuration signée "ne varietur" par le mandataire des comparants et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (la "Société") qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les

revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La Société est constituée sous le nom de "Fernback Financing"

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. A l'intérieur de la commune, le siège social pourra être transféré par décision du gérant ou du conseil de gérance. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du Grand-Duché de Luxembourg ou dans tous autres pays par décision du gérant ou du conseil de gérance.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euro (EUR 12.500) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales, d'une valeur nominale de un euro (EUR 1).

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales à souscrire seront offertes par préférence aux associés existants, proportionnellement à la partie du capital qui représente leurs parts sociales en cas de contribution en numéraire.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

C. Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat. Ils sont librement révocables à tout moment et sans cause.

En cas de pluralité de gérants, la Société sera engagée en toutes circonstances par la signature de l'un des gérants ou par la (les) autre(s) signature(s) de toute(s) autre(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance.

Art. 12. En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance choisira en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées des associés.

Le conseil de gérance se réunira sur la convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées des associés et les réunions du conseil de gérance; en son absence, les associés ou le conseil de gérance pourront désigner à la majorité des personnes présentes un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de telles réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion par courrier électronique, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par courrier électronique, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par courrier électronique ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visio-conférence ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par courrier électronique, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 13. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants.

Art. 14. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 15. Les gérants ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 16. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 17. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant décision de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 18. Si la Société n'a qu'un seul associé, cet associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition des bénéfices

Art. 19. L'année sociale commence le premier jour du mois de janvier et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

Art. 20. Chaque année, au dernier jour du mois de décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 21. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Le conseil de gérance est autorisé à distribuer des dividendes intérimaires si les fonds nécessaires à une telle distribution sont disponibles.

La prime d'émission est librement distribuable aux associés par l'assemblée générale des associés ou par le conseil de gérance.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 22. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 23. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et libération

Toutes les parts sociales ont été souscrites comme suit:

AFERNBACKPEN NO.1 LTD	12.500 parts
Total	12.500 parts

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le dernier jour du mois de décembre 2014.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ 1.200 EUR.

Résolutions

Et aussitôt l'associé, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi à L-2530 Luxembourg, 10 A, rue Henri M. Schnadt.
2. L'associé décide d'élire les personnes suivantes en tant que gérants de la société pour une durée indéterminée:
 - Pascale TROQUET, née à Hermalle-sous-Argenteau (Belgique) le 16 août 1968, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10 A, rue Henri M. Schnadt;
 - Marco CASAGRANDE, né à Padova (Italie) le 14 février 1979, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10 A, rue Henri M. Schnadt;

Dont acte, passé à Esch-sur-Alzette, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qu'il comprend et parle l'anglais constate que sur demande du mandataire du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant du comparant, ce dernier a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: CASAGRANDE, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 12/02/2014. Relation: EAC/2014/2164. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Releveur ff. (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 19 février 2014.

Référence de publication: 2014026015/315.

(140031855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Magrina S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2370 Howald, 2, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 182.173.

In the year two thousand and fourteen,
on the thirtieth day of January.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholder of "Magrina S.à r.l.", a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euro (12,500.- EUR) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 182.173 (the "Company"). The Company was incorporated pursuant to a notarial deed enacted on 27 November 2013, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of association of the Company (the "Articles") have not been amended since then,

there appeared:

"Telenet International Finance S.à r.l.", a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 2, rue Peternelchen, L-2370 Howald, having a share capital of three hundred ninety-five million thirty-one thousand euro (395,031,000.- EUR) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 155.066 (the "Sole Shareholder"),

here represented by Mr Brendan D. KLAPP, employee, with professional in Belvaux, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal to him on 29 January 2014.

Said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. that all one hundred (100) shares of the Company, having a par value of one hundred twenty-five euro (125.- EUR) each, and representing the entirety of the share capital of the Company, are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items of the agenda, hereinafter reproduced.

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Full amendment and restatement of the articles of association of the Company, with the corporate object clause to read as follows:

“ Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company’s object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.”

2. Transfer of the registered office of the Company from 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg to 2, rue Peternelchen, L-2370 Howald with immediate effect.

3. Dismissal of the current manager and appointment of new managers with immediate effect.

4. Power of attorney to proceed on behalf of the Company to the registration of the relevant notices with the Luxembourg Register of Commerce and Companies and to execute, deliver and perform under any document necessary or useful in order to implement the resolutions.

5. Miscellaneous.

III. that the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the current corporate of the Company and as such Article three (3) of the Company’s articles of incorporation, to give it henceforth the following new wording:

3.1. The Company’s object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.”

Second resolution

The Sole Shareholder resolves fully amend and restate the Articles which shall henceforth read as follows:

“I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "Magrina S. à r. l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the “Articles”).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Howald, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. If the single manager or the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company’s object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by two hundred fifty (250) shares, without par value, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

5.3. The General Meeting (as defined below), acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles, may decide to reduce the share capital. The convening notice shall specify the purpose of the reduction and how it is to be carried out.

5.4. If the reduction is to be carried out by means of a repayment to shareholders, creditors whose claims predate the publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of the minutes of such General Meeting may, within 30 days from such publication, apply for the constitution of security to the judge presiding the chamber of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters and sitting as in urgency matters. The president may only reject such an application if the creditor already has adequate safeguards or if such security is unnecessary, having regard to the assets of the Company.

5.5. No payment may be made until such time as the creditors have obtained satisfaction or until the judge presiding the chamber of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters and sitting as in urgency matters, has ordered that their application should not be acceded to.

5.6. The provisions of articles 5.4 and 5.5 above do not apply in cases of reduction in the share capital whose purpose is (i) to offset losses incurred which are not capable of being covered by means of other own funds or (ii) to include sums of money in a reserve, provided that as a result of such operation, the reserve does not exceed 10% of the reduced share capital.

5.7. Except in the event of a reduction in the share capital in accordance with articles 5.4 and 5.5, the reserve may not be distributed to shareholders. It may be used only for off-setting losses incurred or for increasing the share capital by the capitalisation of reserves.

5.8. Where the reduction of capital results in the share capital being reduced below the legally prescribed minimum, the General Meeting must at the same time resolve to increase the share capital up to the required minimum level

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. A share transfer is only binding on the Company or third parties following notification to or acceptance by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.4. The Company may redeem its own shares, provided it has sufficient distributable reserves for that purpose, or if the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their mandate. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board), composed of at least two (2) A managers and at least two (2) B managers.

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board meets at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that know the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant another manager power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented and at least one (1) A manager is present or represented. Resolutions of the Board shall be validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented provided that any resolution shall not validly be passed unless it is approved by at least one (1) A manager. The resolutions of the Board shall be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers' Circular Resolutions) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of two managers, including at least one (1) A manager.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated.

Art. 9. Sole manager.

9.1. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board or the managers are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom the sole manager has delegated special powers.

Art. 10. Liability of the managers. The managers may not, be held personally liable by reason of their mandate for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)**Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' circular resolutions.**

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders' Circular Resolutions).

(ii) When resolutions are to be adopted by way of Shareholders' Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders' Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a duly convened and held General Meeting, and bear the date of the last signature.

(iii) Each share gives entitlement to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing on the initiative of any managers or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) General Meetings are held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders' Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time, and the resolutions are adopted at the second General Meeting or by Shareholders' Circular Resolutions by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 12. Sole shareholder.

12.1. When the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers granted by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders' Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the shareholder's resolutions, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision**Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.**

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. The Board prepares the balance sheet and profit and loss account annually, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its manager(s) and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

Art. 14. External Auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

14.1. When so required by law, the Company's operations are supervised by one or more independent external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

14.2. The shareholders appoint the independent external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their mandate, which may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits are allocated to the reserve required by law. This requirement ceases when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time subject to the following conditions:

- (i) the Board draws up interim accounts;
- (ii) the interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal reserve;
- (iii) the Board must make the decision to distribute interim dividends no later than two (2) months from the date of the interim accounts;
- (iv) the rights of the Company's creditors are not jeopardised, taking into account the assets of the Company; and
- (v) if the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus after realisation of the assets and payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, and Managers' and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, are affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles are determined in accordance with the applicable law and, subject to any nonwaivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time."

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to transfer the registered office of the Company from its current address to 2, rue Peternelchen, L-2370 Howald with immediate effect.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to dismiss LUX BUSINESS MANAGEMENT S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 79.709 from its position as sole manager of the Company with effect as from the appointment of new managers, and grants it full discharge for the performance of its duties as from the date of its appointment as manager of the Company until the date of its dismissal.

The Sole Shareholder further resolves to appoint, with immediate effect, the following persons as A Managers of the Company for an indefinite period:

- (i) Mr. Luc MACHTELINCKX, born on March 10, 1962 in Antwerpen (Belgium), with professional residence at Liersesteenweg 4, 2800 Mechelen (Belgium); and
- (ii) Mrs. Birgit CONIX born on June 6, 1965 in Antwerp (Belgium), with professional residence at Liersesteenweg 4, 2800 Mechelen (Belgium).

The Sole Shareholder further resolves to appoint, with immediate effect, the following persons as B managers of the Company for an indefinite period:

(i) Mr. Michael Robert LEE, born on March 24, 1961 in Lincoln (United Kingdom), with professional residence at 2 rue Peternelchen, L-2370 Howald;

(ii) Mr. Michal KRISTUFEK, born on November 11, 1974 in Bratislava (Slovakia), with professional residence at 2 rue Peternelchen, L-2370 Howald; and

(iii) Mr. Patrick FRAWLEY, born on April 30, 1964 in New York (United States of America), with professional residence at 2 rue Peternelchen, L-2370 Howald.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to authorise and empower any manager of the Company, each acting individually, with full power of substitution, to proceed on behalf of the Company to the registration of the relevant notices in respect of the above resolutions with the Luxembourg Register of Commerce and Companies and to execute, deliver and perform under any documents necessary or useful in order to implement the above resolutions.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately thousand euro.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Belvaux, Grand Duchy of Luxembourg, in the premises of the undersigned notary, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze,

le trente janvier.

Par devant Nous, Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») de l'associé de «Magrina S.à r.l.», une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, dont le siège social est établi au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, disposant d'un capital social de douze mille cinq cent euro (12'500.- EUR) et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 182.173 (la «Société»). La Société a été constituée suivant acte notarié dressé en date du 27 novembre 2013, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts de la Société (les «Statuts») n'ont pas été modifiés depuis cette date,

a comparu:

«Telenet International Finance S.à r.l.», une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, dont le siège social est établi au 2, rue Peternelchen, L-2370 Howald, disposant d'un capital social de trois cent quatre-vingt-quinze millions trente et un mille euro (395'031'000.- EUR) et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.066 (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Monsieur Brendan D. KLAPP, employé privé, avec adresse professionnelle à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée le 29 janvier 2014.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. que les cent (100) parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125.- EUR) chacune, et représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont dûment représentées à la présente Assemblée qui est en conséquence régulièrement constituée et peut délibérer sur les point de l'ordre du jour, ci-après reproduits.

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Modification et refonte complète des statuts de la Société, avec la clause de l'objet social qui aura la teneur suivante:

“ Art. 3. Objet social.

3.1 L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations,

créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2 La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées (comprenant société mère et société soeur), ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3 La Société peut employer tous les moyens juridiques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social."

2. Transfert du siège social de la Société du 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg au 2, rue Peternelchen, L-2370 Howald avec effet immédiat.

3. Révocation du gérant actuel et nomination de nouveaux gérants avec effet immédiat.

4. Procuration pour procéder pour le compte de la Société à l'enregistrement des avis pertinents au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et de signer, livrer et exécuter tout document nécessaire ou utile afin de mettre en oeuvre les résolutions.

5. Divers.

III. que l'Associé Unique a adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'objet social actuel de la Société et en conséquence l'article trois des statuts de la Société pour lui donner nouvelle teneur qui suit:

“ Art. 3. Objet social.

3.1 L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2 La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées (comprenant société mère et société soeur), ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3 La Société peut employer tous les moyens juridiques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social."

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de modifier et de refondre entièrement les Statuts qui auront désormais la teneur suivante:

«I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er} . Dénomination. Le nom de la société est «Magrina S. à r. l.» (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Howald, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du gérant unique, ou le cas échéant, le conseil de gérance de la Société. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées (comprenant société mère et société soeur), ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer tous les moyens juridiques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12'500.- EUR) représenté par deux cent cinquante (250) parts sociales, sans valeur nominale, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

5.3. L'Assemblée Générale peut décider la réduction du capital social aux conditions prévues pour la modification des statuts. La convocation indique le but de la réduction et la manière dont elle sera opérée.

5.4. Si la réduction doit se faire par un remboursement aux actionnaires, les créanciers dont la créance est antérieure à la date de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du procès-verbal de délibération de l'Assemblée Générale peuvent, dans les 30 jours à compter de cette publication, demander au magistrat président la chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale et comme en matière de référés, la constitution de sûretés. Le président ne peut écarter cette demande que si le créancier dispose de garanties adéquates ou si celles-ci ne sont pas nécessaires compte tenu du patrimoine de la société.

5.5. Aucun paiement ne pourra être effectué, tant que les créanciers n'auront pas obtenu satisfaction ou que le magistrat président la chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale et comme en matière de référés n'aura pas décidé qu'il n'y a pas lieu de faire droit à leur requête.

5.6. Les dispositions des articles 5.4 et 5.5 ne s'appliquent pas en cas de réduction du capital social ayant pour but (i) de compenser les pertes subies et non susceptibles d'être absorbées par d'autres fonds propres ou (ii) d'incorporer des sommes dans une réserve, à condition que par suite de cette opération, le montant de cette réserve ne dépasse pas 10 % du capital social réduit.

5.7. Cette réserve ne peut, sauf en cas de réduction du capital social dans les conditions des articles 5.4 et 5.5, être distribuée aux actionnaires. Elle ne peut être utilisée que pour compenser des pertes subies ou pour augmenter le capital social par incorporation de réserves.

5.8. Lorsque la réduction de capital aboutit à ramener celui-ci à un montant inférieur au minimum légal, l'Assemblée Générale doit en même temps décider une augmentation de capital à due concurrence.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition qu'elle dispose des réserves distribuables suffisantes à cet effet, ou si le rachat résulte d'une réduction du

6.5. capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil), composé d'au moins deux (2) gérants de classe A et au moins deux (2) gérants de classe B.

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'associé ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation de tout gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, dont la nature et les circonstances sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et déclarent avoir connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés et au moins un (1) gérant de classe A est présent ou représenté. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, étant précisé qu'une résolution ne peut être valablement adoptée que si elle est approuvée par au moins un (1) gérant de classe A. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio- conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux gérants, incluant au moins un gérant de classe A.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute personne à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 9. Gérant unique.

9.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute personne à laquelle le gérant unique a délégué des pouvoirs spéciaux.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur mandat, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions écrites des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par le biais de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Si des résolutions sont adoptées par le biais de Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale dûment convoquée et tenue, et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tous gérants ou associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence dont la nature et les circonstances sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou autre, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les résolutions à adopter aux Assemblées Générales ou par le biais de Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou lors de la première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les résolutions sont adoptées par la seconde Assemblée Générale ou par le biais de Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts ne sont modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

13.2. Le Conseil prépare le bilan et les comptes de résultats chaque année, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou de son ou ses gérants et de ses associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises agréés.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment réviseurs d'entreprises agréés indépendants, le cas échéant, et déterminent leur nombre et rémunération et la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six (6) ans mais peut être renouvelé.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint un montant égal à dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) le Conseil prépare des comptes intérimaires;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris les primes d'émission) sont disponibles pour une distributions, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) le Conseil doit prendre la décision de distribuer les dividendes intérimaires dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent rembourser l'excédent à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, ainsi que les renoncations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants et ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.»

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle au 2, rue Peternelchen, L-2370 Howald avec effet immédiat.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de révoquer LUX BUSINESS MANAGEMENT S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise ayant son siège social au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 79.709 de son mandat de gérant unique de la Société avec effet à partir de la date de nomination de nouveaux gérants, et lui donne quitus pour l'exercice de ses fonctions de sa date de nomination en tant que gérant de la Société jusqu'à la date de sa révocation.

L'Associé Unique décide en outre de nommer, avec effet immédiat, les personnes suivantes en tant que Gérants de classe A de la Société pour une durée indéterminée:

(i) M. Luc MACHTELINCKX, né le 10 mars 1962 à Anvers (Belgique), de résidence professionnelle à Liersesteenweg 4, 2800 Mechelen (Belgique); et

(ii) Mme Birgit CONIX née le 6 juin 1965 à Anvers (Belgique), de résidence professionnelle à Liersesteenweg 4, 2800 Mechelen (Belgique).

L'Associé Unique décide en outre de nommer, avec effet immédiat, les personnes suivantes en tant que Gérants de classe B de la Société pour une durée indéterminée:

(i) M. Michael Robert LEE, né le 24 mars 1961 à Lincoln (Royaume-Uni), de résidence professionnelle au 2 rue Peternelchen, L-2370 Howald;

(ii) M. Michal KRISTUFEK, né le 11 novembre 1974 à Bratislava (Slovaquie), de résidence professionnelle au 2 rue Peternelchen, L-2370 Howald; et

(iii) M. Patrick FRAWLEY, né le 30 avril 1964 à New York (Etats-Unis d'Amérique), de résidence professionnelle au 2 rue Peternelchen, L-2370 Howald.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide d'autoriser et de donner pouvoir à tout gérant de la Société, agissant individuellement, avec pleins pouvoirs de substitution, de procéder pour le compte de la Société à l'enregistrement des avis relatifs aux résolutions ci-dessus au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et de signer, livrer et exécuter tout document nécessaire ou utile afin de mettre en oeuvre les résolutions ci-dessus.

Frais estimés

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toute sorte que ce soit, qui incombent à la Société du fait du présent acte s'élèvent approximativement à mille euros.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française, à la requête de la même partie comparante, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Fait et passé à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, à la date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, le mandataire de la partie comparante a signé avec Nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: B.D. KLAPP, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 03 février 2014. Relation: EAC/2014/1769. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014026786/666.

(140031975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2014.

Excelsior LU S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 27.001,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 177.260.

In the year two thousand and thirteen, on the nineteenth day of December.

Before Maître Francis Kessler, notary public established in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Tanker Solutions, LLC, a limited liability company existing under the laws of the Republic of the Marshall Islands, having its registered office in the Marshall Islands, Trust Company Complex, Ajeltake Island, Majuro, Marshall Islands MH96960 and registered with the Registrar of Corporations of the Marshall Islands under number 962242 (the "Sole Shareholder" or the "Contributor"),

hereby represented by Mrs. Sofia Afonso Da Chao Conde, private employee, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand -Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been initialled “ne varietur” by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of Excelsior LU S.à r.l., a société à responsabilité limitée, existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5C, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 177260 and with a share capital of USD 27,000, incorporated by a deed enacted by Maître Martine Schaeffer, notary public established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 8 May 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1596 dated 4 July 2013 (the “Company”). The articles of association of the Company have never been amended since the incorporation of the Company.

II.- That the 27,000 (twenty-seven thousand) shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all items on the agenda the Sole Shareholder expressly states having been duly informed about beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of USD 1 (one United States Dollar) so as to raise it from its current amount of USD 27,000 (twenty-seven thousand United States Dollars) to USD 27,001 (twenty-seven thousand and one United States Dollars) by the issuance of 1 (one) new share with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar), subject to the payment of a share premium amounting to USD 29,999 (twenty-nine thousand nine hundred ninety-nine United States Dollars);

3. Subscription and payment by Tanker Solutions, LLC of the new share by way of a contribution in kind;

4. New composition of the shareholding of the Company;

5. Subsequent amendment of the first paragraph of article 5 of the articles of association of the Company; and

6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution:

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting; the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items on the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution:

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of USD 1 (one United States Dollar) so as to raise it from its current amount of USD 27,000 (twenty-seven thousand United States Dollars) to USD 27,001 (twenty-seven thousand and one United States Dollars) by the issuance of 1 (one) new share with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) (the “New Share”), subject to the payment of a share premium in the amount of USD 29,999 (twenty-nine thousand nine hundred ninety-nine United States Dollars) (the “Share Premium”), the whole to be fully paid up through a contribution in kind consisting in a receivable amounting to USD 30,000 (thirty thousand United States Dollars) (the “Receivable”) (the “Contribution”).

Contributor's Intervention - Subscription - Payment

Thereupon intervenes the Contributor represented as stated here above. The Contributor declares to subscribe the New Share in the Company and to pay it up entirely by the Contribution, subject to the payment of the Share Premium.

Description of the Contribution

The Contribution made by the Contributor in exchange of the issuance of the New Share and subject to the payment of the Share Premium is composed of the Receivable.

Third resolution:

It is resolved to accept the subscription and the payment by the Contributor of the New Share and the Share Premium through the Contribution.

Valuation

The valuation of USD 30,000 (thirty thousand United States Dollars) has been approved by the managers of the Company pursuant to a statement of contribution value effective as of 16 December 2013, which shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

Evidence of the Contribution's existence

A proof of the Contribution has been given.

Managers' intervention

Thereupon intervene:

a) Mr. Pedro Fernandes das Neves, as manager, with professional address at 5C, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

b) Mrs. Julie K. Braun, as manager, with professional address at 4600 Wells Fargo Center, 90 So 7th Street, Minneapolis, United States of America, MN 55402, all represented here by Mrs. Sofia Afonso Da Chao Conde, by virtue of a proxy contained in a statement of contribution value.

Acknowledging having been previously informed of the extent of their responsibility, legally bound as managers of the Company by reason of the Contribution, expressly agree with the description of this Contribution, with its valuation, and confirm the validity of the subscription and payment.

Fourth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the shareholding of the Company is now composed as follows:

Tanker Solutions, LLC: 27,001 (twenty-seven thousand and one) shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each.

The notary acts that all the 27,001 (twenty-seven thousand and one) shares mentioned above, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on the resolution to be taken below.

Fifth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the Contribution having been fully carried out, it is resolved to amend the first paragraph of article 5 of the Company's articles of association so that it shall now read as follows:

"The issued share capital of the Company is set at twenty-seven thousand and one United States Dollars (USD 27,001) divided into twenty-seven thousand and one (27,001) shares with a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolutions of its shareholders".

No other amendment is to be made to this article.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, have been estimated at about one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon closed.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, she signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

Traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le dix-neuvième jour du mois de décembre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire public établi à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Tanker Solutions, LLC, une limited liability company régie par les lois de la République des Iles Marshall, ayant son siège social sis aux Iles Marshall, Trust Company Complex, Ile de Ajeltake, Majuro, Iles Marshall MH96960 et enregistrée auprès du Registrar of Corporations des Iles Marshall sous le numéro 962242 (l'"Associé Unique" ou l'"Apporteur"),

ici représentée par Madame Sofia Afonso Da Chao Conde, employée privée, résidant professionnellement au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire soussigné de prendre acte de ce qui suit:

I.- La partie comparante est l'associé unique de Excelsior LU S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis au 5C, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177260 et avec un capital social de 27.000 USD, constituée suivant acte notarié reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire public établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 8 mai 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1596 en date du 4 juillet 2013 (la "Société"). Les statuts de la Société n'ont jamais été modifiés depuis la constitution de la Société.

II.- Que les 27.000 (vingt-sept mille) parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar Américain) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points figurant à l'ordre du jour dont l'Associé Unique déclare expressément avoir été préalablement et dûment informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 1 USD (un Dollar Américain) de sorte à l'augmenter de son montant actuel de 27.000 USD (vingt-sept mille Dollars Américains) à 27.001 USD (vingt-sept mille et un Dollars Américains) par l'émission de 1 (une) nouvelle part sociale d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar Américain), soumise au paiement d'une prime d'émission d'un montant de 29.999 USD (vingt-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf Dollars Américains);

3. Souscription et paiement par Tanker Solutions, LLC de la nouvelle part sociale par la voie d'un apport en nature;

4. Nouvelle composition de l'actionariat de la Société;

5. Modification subséquente du premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société; et

6. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution:

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit de recevoir convocation préalable afférente à la présente assemblée; l'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et de voter sur tous les points figurant à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation utile a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un délai suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chacun des documents.

Deuxième résolution:

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 1 USD (un Dollar Américain) de sorte à l'augmenter de son montant actuel de 27.000 USD (vingt-sept mille Dollars Américains) à 27.001 USD (vingt-sept mille et un Dollars Américains) par l'émission de 1 (une) nouvelle part sociale d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar Américain) (la "Nouvelle Part Sociale"), soumise au paiement d'une prime d'émission d'un montant de 29.999 USD (vingt-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf Dollars Américains) (la "Prime d'Emission"), le tout devant être entièrement libéré par voie d'un apport en nature consistant en une créance d'un montant de 30.000 USD (trente mille Dollars Américains) (la "Créance") (l'"Apport").

Intervention de l'Apporteur - Souscription - Paiement

Ici intervient l'Apporteur représenté tel qu'indiqué ci-dessus. L'Apporteur déclare souscrire la Nouvelle Part Sociale de la Société et la libérer entièrement par voie de l'Apport, sujet au paiement de la Prime d'Emission.

Description de l'Apport

L'Apport réalisé par l'Apporteur en échange de l'émission de la Nouvelle Part Sociale et sujet au paiement de la Prime d'Emission se compose de la Créance.

Troisième résolution:

Il est décidé d'accepter la souscription et le paiement par l'Apporteur de la Nouvelle Part Sociale et de la Prime d'Emission par voie de l'Apport.

Evaluation

L'évaluation à 30.000 USD (trente mille Dollars Américains) a été approuvée par les gérants de la Société conformément à une déclaration de la valeur de l'apport en date du 16 décembre 2013, qui restera annexée au présent acte pour être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Preuve de l'existence de l'Apport

Une Preuve de l'Apport a été apportée.

Intervention des gérants

Interviennent ensuite:

a) M. Pedro Fernandes das Neves, gérant, avec adresse professionnelle sise au 5C, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

b) Mme Julie K. Braun, gérante, avec adresse professionnelle sise au 4600 Wells Fargo Center, 90 So 7th Street, Minneapolis, Etats-Unis d'Amérique, MN 55402, tous ici représentés par Mme Sofia Afonso Da Chao Conde, en vertu d'une procuration contenue dans la déclaration de valeur de l'apport.

Reconnaissant avoir été préalablement informés de l'étendue de leur responsabilité, légalement responsables en tant que gérants de la Société en raison de l'Apport, déclarent expressément être d'accord avec la description de l'Apport, son évaluation et confirment la validité de la souscription et du paiement.

Quatrième résolution:

Suite aux déclarations et aux résolutions qui précèdent, l'actionnariat de la Société est désormais composé comme suit:

Tanker Solutions, LLC: 27.001 (vingt-sept mille et une) parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar Américain) chacune.

Le notaire prend acte que les 27.001 (vingt-sept mille et une) parts sociales susmentionnées, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement décider de la résolution à prendre ci-dessous.

Cinquième résolution:

Suite aux déclarations et aux résolutions qui précèdent et l'Apport ayant été entièrement libéré, il est décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social émis de la Société est fixé à vingt-sept mille et un Dollars Américains (27.001 USD), divisé en vingt-sept mille et une (27.001) parts sociales d'une valeur nominale de un Dollar Américain (1 USD) chacune. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptée selon la manière requise pour la modification des présents statuts et la Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales en vertu d'une décision de ses associés».

Aucune autre modification n'est à effectuer à cet article.

Estimation des coûts

Les coûts, dépenses, rémunérations et autres charges, sous quelque forme que ce soit, qui devront être supportés par la Société ou qui lui seront facturés en rapport avec son augmentation de capital, sont estimés approximativement à mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Aucun autre point n'ayant été soulevé, l'assemblée a été clôturée.

Fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire susmentionné, le jour indiqué en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, cette dernière a signé le présent acte avec nous notaire.

Le notaire susmentionné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. Sur demande de la même partie comparante et en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fera foi.

Signé: Conde, Kessler

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 27 décembre 2013. Relation: EAC/2013/17345. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2014027765/221.

(140034000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2014.